

Adhoc du cep Network

N° 13 | 2024

4 octobre 2024

Gouvernement Barnier I : quels changements pour l'Europe ?

Victor Warhem



Bien que le gouvernement français soit visiblement très précaire et comporte des profils à la limite de la compatibilité, tout laisse à croire qu'il va tenter de peser de tout son poids pour défendre une vision française en Europe, qu'il estime être indispensable à l'avenir du continent.

Dans le cadre des discussions stratégiques à l'œuvre dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle Commission, le gouvernement français espère donc faire prévaloir ses vues en matière :

- D'énergie nucléaire, en faveur de laquelle la nouvelle ministre de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher – ayant par le passé déjà gagné des batailles dans ce domaine - est censée agir. Sa mission sera entre autres d'obtenir le financement d'une nouvelle génération de réacteurs dans les 14 pays européens décidés à approfondir leur relation avec l'atome par le biais d'un ou plusieurs Projets Important d'Intérêt Européen Commun, les PIIECs, dont l'objectif est de subventionner l'innovation de rupture dans une industrie stratégique pour l'Europe.
- D'innovation, au cœur de l'action du probable commissaire français Stéphane Séjourné. La France pourrait chercher notamment à remettre sur la table son idée, présente dans les deux discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron, d'agence européenne pour l'innovation de rupture, alors que la lettre de mission de la Commissaire Zaharieva pour l'innovation ne mentionne qu'une réforme du European Innovation Council.
- De politiques industrielles poussées, avec notamment une généralisation promue des PIIECs à tous les secteurs stratégiques, et un Fonds européen pour la compétitivité très bien doté, probablement à l'aide d'eurobonds.
- De défense, avec Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, qui poussera probablement en faveur d'un soutien accru à l'Ukraine ; mais également avec Sébastien Lecornu, qui pourrait tenter de vouloir « franciser » l'Union européenne de la défense actuellement conçue par le Commissaire lituanien Kubilius en défendant par exemple une nouvelle série d'emprunts communs pour renforcer la production industrielle de défense européenne.
- De sécurité et de migrations afin de mieux répondre aux attentes des Français en la matière.

Sommaire

1	Introduction : l'instauration d'une stabilité gouvernementale précaire en France	3
1.1	Un gouvernement aux tendances parfois contradictoires.....	3
1.2	Un gouvernement soutenu par l'extrême droite à défaut d'une coopération avec une gauche fermée aux compromis.....	3
1.3	Un gouvernement probablement là pour stabiliser le pays, probablement jusqu'à l'été prochain.....	4
2	Un gouvernement décidé à peser à Bruxelles	4
3	Conclusion : Une France affaiblie mais combative	5

1 Introduction : l'instauration d'une stabilité gouvernementale précaire en France

Après deux mois et demi d'attente, la France s'est donc dotée samedi 21 septembre d'un nouveau gouvernement. Comme le cep le prédisait dans son [cepAdhoc Network](#) publié à la suite des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, c'est bien une sorte de coalition – une première dans l'histoire de la cinquième république – qui a résulté des négociations menées par Michel Barnier, Premier ministre nommé début septembre par Emmanuel Macron.¹ Par ailleurs, comme le cep l'écrivait dans un [cepAdhoc](#) en 2022, après les élections législatives de l'époque, c'est donc plus précisément une coalition de la droite et du centre qui est supposée garantir la stabilité politique de la France dans la période à venir, dans la mesure où il s'agit du groupe majoritaire à l'Assemblée avec plus de 200 députés, devant le Nouveau Front Populaire, et l'extrême droite. À noter que cette coalition se lance sans contrat de coalition officiel.

1.1 Un gouvernement aux tendances parfois contradictoires²

Le gouvernement « Barnier I », voulu de « rassemblement » par le Président Macron, ne compte en réalité qu'une figure de centre gauche, Didier Migaud, président de la Cour des comptes, qui ne semble s'être lancé dans l'aventure que pour obtenir une place au Conseil constitutionnel – chargé de vérifier la constitutionnalité du droit – a posteriori. Néanmoins, son statut de numéro 2 du gouvernement, derrière Barnier, témoigne malgré tout de la volonté d'ouverture d'un gouvernement qui caractérise autrement un basculement tout à fait à droite de l'équilibre des forces gouvernementales. En effet, Bruno Retailleau, LR ancien bras droit de François Fillon, jugé très conservateur sur les questions sociales et économiques, devient ministre de l'Intérieur. Laurence Garnier, LR opposante au mariage pour tous voté en 2013 sous le mandat Hollande, devient secrétaire d'État à la Consommation, après avoir été pressentie à la Famille, ce qui n'aurait pas manqué de provoquer un scandale d'entrée de jeu. Par ailleurs les ministres du centre sont en réalité pour la plupart d'anciens LR ou UMP (Sébastien Lecornu, Rachida Dati, Catherine Vautrin, Benjamin Haddad). L'aile gauche de la Macronie ne peut se targuer que d'obtenir l'écologie (Agnès Pannier-Runacher) et l'Éducation nationale (Anne Genetet).

1.2 Un gouvernement soutenu par l'extrême droite à défaut d'une coopération avec une gauche fermée aux compromis³

Ce basculement à droite, annonciateur d'une tendance austéritaire et anti-immigration dans les travaux législatifs à venir, est dû essentiellement à la configuration de stabilité qu'a choisie – probablement contraint et forcé – Emmanuel Macron, en nommant Michel Barnier. En effet, c'est bien l'extrême droite, le RN et le groupe d'Éric Ciotti, qui vont permettre à ce gouvernement de tenir en s'abstenant lors des motions de censure. Compte tenu du front républicain anti-extrême-droite qui avait fonctionné au second tour des législatives le 7 juillet dernier, cette configuration était totalement inattendue. Il semblait plus logique d'espérer que le Parti socialiste se désolidarise du Nouveau Front Populaire pour négocier une coalition avec la droite et le centre. Mais le congrès du Parti réuni au début

¹ Les Echos, [Gouvernement Barnier : ce qu'il faut savoir](#), 22.09.2024.

² Les Echos, [Sous la pression de Le Pen, Barnier recadre le ministre de l'Économie](#), 24.09.2024.

³ Ibid.

du mois de septembre a refusé cette option, décrédibilisant le scénario dans lequel Bernard Cazeneuve, personnalité de centre-gauche, serait devenu Premier ministre.

Comme le soutient lui-même Gabriel Attal, désormais chef des forces macronistes à l'Assemblée nationale, ce gouvernement se destine essentiellement à passer un budget, à préserver « l'acquis macroniste », et à tenir jusqu'à l'été prochain, moment où le RN a déjà annoncé qu'il ferait tomber les gouvernements successifs, dans l'espoir d'une nouvelle dissolution qui les verrait enfin parvenir au pouvoir.

1.3 Un gouvernement probablement là pour stabiliser le pays, probablement jusqu'à l'été prochain⁴

La France – et Emmanuel Macron avec – s'achète donc une période de stabilité – si Michel Barnier résiste à la censure après son discours de politique générale le 1^{er} octobre et que le budget passe sans encombre. Mais une période de stabilité de toute façon précaire.

D'ici à ce que le gouvernement tombe, probablement à l'été prochain, il semble malgré tout que ce dernier souhaite peser de tout son poids pour orienter les politiques européennes à venir, comme en atteste le discours de politique générale de Michel Barnier.

Comme prévu, le discours de politique générale prononcé par le nouveau Premier Ministre Michel Barnier, contrairement à son prédécesseur Gabriel Attal⁵, a fait mention de l'Europe, qu'il faut protéger parce qu'elle est « nécessaire ».⁶ Le gouvernement compte donc bel et bien être actif, notamment afin d'obtenir de nouveaux investissements européens dans la transition écologique, la défense, l'innovation et la recherche, et les réseaux transnationaux.⁷ Barnier a également assuré que les ministres français devraient restituer aux parlementaires et aux citoyens le déroulé des négociations européennes au Conseil.

Par ailleurs, la nomination de ministres destinés à combattre à Bruxelles en atteste également (Section 2). Il faut donc s'attendre à des offensives françaises en matière d'énergie nucléaire, d'innovation, de politiques industrielles, de défense, et de sécurité (Section 3).

2 Un gouvernement décidé à peser à Bruxelles

Outre la nomination de Stéphane Séjourné qui renforce le président Emmanuel Macron – dont Séjourné est le plus fidèle lieutenant⁸ – à défaut de renforcer la France au sein de la Commission, le Premier ministre Michel Barnier, fin connaisseur de la bulle bruxelloise, a décidé de superviser directement le nouveau ministre délégué aux affaires européennes, Benjamin Haddad, lui-même partisan d'une Europe-puissance, et fervent défenseur de la cause ukrainienne.⁹ Par ailleurs, la nomination d'Agnès Pannier-Runacher, au portefeuille de l'énergie qu'elle occupait jusqu'à janvier 2024, indique que la France va tout faire pour défendre le financement d'investissement dans l'énergie nucléaire par l'Europe, notamment par le biais des instruments de politique industrielle européenne que sont les

⁴ Le Monde, [Marine Le Pen se dit « convaincue » d'une nouvelle dissolution dans quelques mois](#), 14.09.2024.

⁵ Vie publique, [Discours de politique générale de Gabriel Attal](#), 30.01.2024.

⁶ Le Monde, [Ce qu'il faut retenir de la déclaration de politique générale du premier ministre](#), 01.10.2024.

⁷ Ibid.

⁸ Les Echos, [« le vrai commissaire européen, c'est Emmanuel Macron »](#), 17.09.2024.

⁹ Libération, [Benjamin Haddad aux affaires européennes du gouvernement Barnier : un proche de Macron très offensif sur la guerre en Ukraine](#), 22.09.2024.

projets importants d'intérêt européen commun¹⁰, les PIIECs, et ce alors que la Vice-présidente exécutive Ribera Rodriguez et le commissaire Jorgensten, tous deux en charge du portefeuille de l'énergie, sont des anti-nucléaires de notoriété publique¹¹.

En effet, la nomination d'un gouvernement Barnier I foncièrement pro-européen s'accompagne au contraire d'une nouvelle Commission semble sensiblement écarter la vision française de son organisation. Séjourné, en charge de la stratégie industrielle, au cœur des rapports Draghi et Letta qui ont inspiré le fonctionnement par politiques publiques de la nouvelle Commission, n'aura pas son mot à dire en matière de politiques européennes de la défense, ni en matière de politique énergétique, alors que ces deux domaines devraient être au cœur de la stratégie industrielle à venir. Ce sont Henna Virkkunen, vice-présidente en charge de la défense et de l'innovation, qui sera chargée de superviser le portefeuille du lituanien Kubilius chargé de produire en 100 jours une feuille de route pour l'établissement d'une Union européenne de la défense. Et c'est bel et bien la Vice-présidente Theresa Ribera Rodriguez qui sera en charge, essentiellement du Clean Industrial Deal. Stéphane Séjourné aura en revanche son mot à dire sur les politiques d'innovation, où Virkkunen pourra également s'exprimer, ainsi que sur l'Union des marchés de capitaux, la sécurité économique, et la productivité.¹²

Cette organisation voulue complexe aussi pour laisser un grand pouvoir de décision à Ursula von der Leyen complique ainsi l'effort d'influence que la France avait mené souvent avec succès ces dernières années.¹³

On peut également comprendre l'importance accordée à l'Europe dans le gouvernement Barnier I à cette volonté de restaurer une influence manifestement en perte, en raison de la faiblesse politique du pays.

3 Conclusion : Une France affaiblie mais combative

Il est donc possible de s'attendre à une activité française conséquente à Bruxelles ces prochains mois. Emmanuel Macron, Stéphane Séjourné, Michel Barnier, Benjamin Haddad et Agnès Panier-Runacher, pourraient tous être actifs afin de faire prévaloir les intérêts français en matière de nucléaire, d'emprunts communs pour financer les politiques industrielles à venir, d'innovation ou de défense - avec également sur ce dernier point le ministre de la Défense Sébastien Lecornu à qui Michel Barnier a demandé d'être plus présent à Bruxelles.

Pour résumé, dans le cadre des discussions stratégiques à l'œuvre dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle Commission, le gouvernement français espère donc faire prévaloir ses vues en matière :

- D'énergie nucléaire, en faveur de laquelle la nouvelle ministre de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher – ayant par le passé déjà gagné des batailles dans ce domaine - est censée agir. Sa mission sera entre autres d'obtenir le financement d'une nouvelle génération de réacteurs dans les 14 pays européens décidés à approfondir leur relation avec l'atome par le biais d'un ou plusieurs Projets Importants d'Intérêt Européen Commun, les PIIECs, dont l'objectif est de subventionner l'innovation de rupture dans une industrie stratégique pour l'Europe.

¹⁰ Les Echos, [Gouvernement Barnier : ce qu'il faut savoir](#), 22.09.2024.

¹¹ Euractiv, [Nucléaire : ses défenseurs cherchent des signaux positifs chez les commissaires désignés](#), 25.09.2024.

¹² Euractiv, [Nouvelle Commission : alerte, la France perd sa voix en Europe](#), 19.09.2024.

¹³ Politico, [Who works for whom in the new EU power structure](#), 17.09.2024.

- D'innovation, au cœur de l'action du probable commissaire français Stéphane Séjourné. La France pourrait chercher notamment à remettre sur la table son idée, présente dans les deux discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron, d'agence européenne pour l'innovation de rupture, alors que la lettre de mission de la Commissaire Zaharieva pour l'innovation ne mentionne qu'une réforme du European Innovation Council.
- De politiques industrielles poussées, avec notamment une généralisation promue des PIIECs à tous les secteurs stratégiques, et un Fonds européen pour la compétitivité très bien doté, probablement à l'aide d'eurobonds.
- De défense, avec Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, qui poussera probablement en faveur d'un soutien accru à l'Ukraine ; mais également avec Sébastien Lecornu, qui pourrait tenter de vouloir « franciser » l'Union européenne de la défense actuellement conçue par le Commissaire lituanien Kubilius en défendant par exemple une nouvelle série d'emprunts communs pour renforcer la production industrielle de défense européenne.
- De sécurité et de migrations¹⁴ afin de mieux répondre aux attentes des Français en la matière.

Ainsi, malgré la faiblesse d'un gouvernement français précaire dont les finances publiques sont à la dérive, ce dernier reste lucide et n'est pas décidé à laisser à l'abandon sa vision européenne qu'il considère comme indispensable à l'avenir du continent.

¹⁴ Politico, [France's new Europe minister will push to tighten migration rules](#), 30.09.2024.



Auteur :

Victor Warhem : warhem@cep.eu

Représentant du Centre de politique européenne en France

Centre de Politique Européenne PARIS

17 rue Saint Fiacre | 75002, Paris

Le **Centrum für Europäische Politik** FREIBURG | BERLIN, le **Centre de Politique Européenne** PARIS et le **Centro Politiche Europee** ROMA forment le **réseau des Centres de Politique Européenne** FREIBURG | BERLIN | PARIS | ROMA.

Le réseau Centres for European Policy Network analyse et évalue les politiques de l'Union européenne indépendamment des intérêts particuliers et des partis politiques, avec une orientation résolument pro-européenne et sur la base des principes de l'économie de marché.